

REGION LANGUEDOC-ROUSSILLON

Atelier « Émergence de projet et accès au financement »

Février 2013

PROBLEMATIQUE	PROPOSITIONS D'ACTIONS	MODALITES	NIVEAU	FILIERE
GUICHET UNIQUE :				
Manque de considération et « <i>parfois de respect</i> » à l'égard des TPE par les gestionnaires de fonds institutionnels et services publics détenant l'information sur les financements.		Former les financeurs publics à l'approche des TPE pour améliorer le dialogue et les mettre en confiance.	NAT/ REG	IAA / Bois
Difficulté de compréhension : le langage des investisseurs institutionnels et celui des chefs de TPE n'est pas le même.				
Un nombre de dispositifs d'accompagnement financier trop élevé et difficiles à déchiffrer.	Favoriser l'orientation et l'accompagnement des entreprises par un véritable guichet unique ou par un réseaux.	Donner les moyens nécessaires à l'existence d'un réseau d'agents de développement (publics, d'organismes professionnels, privés) qui vont sur le terrain au devant des entreprises et servant d'intermédiaire entre elles et les financeurs afin de casser l'isolement des TPE, leur donner les premières pistes de financement et les introduire auprès des bons interlocuteurs.	NAT/ REG	
Dossiers trop lourds et trop complexes pour les patrons de TPE-PME.	Instaurer un véritable réseau des financeurs permettant par une meilleure coordination de mieux orienter ou accompagner un projet.	Mener une réflexion sur la pertinence d'un véritable guichet unique OU d'un accompagnement en réseau sur des outils communs.	REG	

<p>Des guichets dits uniques qui font souvent la promotion de leurs propres dispositifs et qui n'ont pas toute l'information sur la panoplie des financements possibles.</p> <p>Méconnaissance globale par les entreprises des dispositifs d'aides en faveur des IAA, confirmant un problème de lisibilité.</p>	<p>Utiliser les réseaux professionnels pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • assurer une veille d'information sur les dispositifs en vigueur et animer le réseau des détenteurs d'information sur les aides. • Aider au choix des financements les plus adaptés • Aider au dialogue avec les services instructeurs. • accompagner les entreprises dans le montage du dossier. 	<p>Donner les moyens aux réseaux professionnels d'assurer cette mission.</p>	REG	IAA/ Bois
<p>Manque de temps et de moyens pour les petites entreprises pour formaliser leur stratégie de développement.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Accompagner les entreprises à la construction de leur stratégie, préalable indispensable au dialogue avec les financeurs potentiels. • Développer la coopération et les échanges entre entreprises. • Mise en place de stratégies collectives. • Mise en place de soutien financier facile à mettre en œuvre pour l'élaboration de stratégie de développement des entreprises. 	<p>Donner les moyens aux inter-professions d'assurer l'accompagnement des entreprises soit par une meilleure répartition des cotisations professionnelles ou par la mise en place d'aides publiques à des taux incitatifs.</p> <p>Mettre en place des dispositifs d'aide à l'investissement immatériel pour l'élaboration des stratégies d'entreprises avec des modalités d'accès adaptées aux TPE.</p>	NAT / REG	IAA/ Bois
RENFORCEMENT HAUT DE BILAN :				
<p>Le renforcement du haut de bilan est le point essentiel pour le développement des TPE-PME.</p> <p>Beaucoup d'entreprises se rabattent sur les aides aux projets type subvention ou avances remboursables du fait des difficultés à accéder à un financement du haut de bilan.</p>	<p>Dynamisme fort de l'intervention publique jugé indispensable compte tenu du désengagement du secteur bancaire.</p>	<p>Mettre en place un groupe de réflexion avec les TPE sur le sujet du renforcement des fonds propres.</p> <p>Doter la BPI des dispositifs et moyens adaptés au renforcement des fonds propres des TPE.</p>	oNAT / REG	IAA/ Bois

<p>Le cumul d'avances ou prêts à rembourser du fait de la succession souvent rapprochée des projets menés par les entreprises peut générer des difficultés.</p> <p>Ce dont a besoin l'entreprise c'est d'un capital permanent et d'une trésorerie suffisante.</p>				
<p>Les TPE / PME sont les réservoirs à emploi et développement mais la majorité des dispositifs d'accompagnement financier publics sont calés sur les besoins et rythmes des ETI. Les besoins des TPE sont souvent plus modestes et elles sont confrontées à des problèmes d'accès de type ; seuil, structure financière, stratégie , donc in fine de crédibilité.</p>	<p>Trouver des outils qui répondent au besoin de capitaux permanents plutôt que de prêts à 3 ans. Encourager le capital risque de plus long terme.</p>	<p>Revoir la typologie des entreprises avec création d'un type TTPE/TPE.</p> <p>Créer des outils d'accompagnement en fonds propres adaptés à cette catégorie pour combler le vide concernant les besoins compris entre 50 K€ et 500 M€.</p> <p>Avoir des outils d'accompagnement tenant compte de la taille des entreprises et de la nature des projets.</p>	<p>NAT / REG</p>	<p>IAA/ Bois</p>
<p>Souhait des TPE-PME que les financeurs publics jouent un rôle de chef de file des financeurs.</p> <p>Un dynamisme fort des pouvoirs publics est attendu dans ce domaine.</p>	<p>Préciser le rôle de la BPI dans le financement des TPE</p>	<p>Doter la BPE d'outils d'intervention adaptés aux TPE.</p>		
<p>Désintérêt des investisseurs pour le secteur des IAA peu rémunérateur ainsi que pour les entreprises matures qui veulent conforter leurs marchés sans innovation et souvent en position défensive.</p>	<p>Favoriser l'investissement privé sous toutes ses formes.</p>	<p>Mise en place d'outils d'ingénierie financière :</p> <p>Incitation fiscale de type loi TEPA pour favoriser l'investissement de proximité ciblant aussi les TPE-PME matures de plus de 5 ans.</p>	<p>NAT</p>	<p>IAA/ Bois</p>

		<p>Mettre le citoyen privé en relation concrète avec les TPE-PME en favorisant le modèle business angels.</p> <p>Envisager une garantie publique des investissements privés dans les TPE.</p>	NAT / REG	
	Concevoir un mécénat économique soutenu par l'État.	Réfléchir a la mise en place d'un dispositif de type mécénat économique/ Parrainage favorisant l'investissement non majoritaire des grosses entreprises dans les TPE (actions préférentielles).	NAT	
Des TRI parfois trop élevés pour les entreprises matures en développement à qui l'on fait supporter le coût du risque des investissements faits dans les start-up innovantes	Adapter le TRI au risque lié au projet de développement, en particulier disposer de fonds avec TRI plus bas pour le développement des entreprises sur des marchés confirmés.	Bonification du TRI par l'État pour inciter les capitaux risqueurs à investir dans les TPE et avoir un TRI plus adaptés aux capacités de croissance des TPE. Bonifications par l'État lorsque les réserves légales sont bloquées et remontées en capital et/ou lorsque le résultat est remonté en capital.	NAT	
Des sorties trop rapide des investisseurs (5 ans maxi en général) qui ne sont pas compatibles avec les rythmes d'évolution des TPE (10 -15 ans)				
Des obligations convertibles, souvent plus faciles à mettre en place que l'augmentation de capital lors du premier tour de table, qui peuvent être maintenues le temps nécessaire à attirer des investisseurs pour le deuxième tour de table mais qui sont considérées comme des dettes par la banque de France (et non comme des fonds propres) et qui abaissent la cotation de l'entreprise, constituant un handicap pour l'accès	Trouver des outils pour financer le développement sans endetter l'entreprise.	Réfléchir sur le système d'obligations convertibles ou sur d'autres produits de même type permettant, plus de longévité, plus de simplicité des démarches pour y recourir et n'étant pas assimilé à un endettement bancaire, mais comme une ouverture de capital.	NAT	IAA/ Bois

au financement bancaire.		<p>Promouvoir l'investissement en capital sous forme d'actions préférentielles avec remboursement en fin de période en 2 ou 3 fois et TRI plafonné.</p> <p>Clarifier le « statut » des quasi fonds propres (prêts participatifs, obligations convertibles...) qui sont appréciés différemment par les capitaux risqués ou banquiers, selon les circonstances.</p>		
<p>Des dispositifs surtout destinés aux nouvelles entreprises et aux croissances liées à des projets innovants, avec de plus, une appréciation de l'innovation trop étroite concernant les IAA (qui ont des innovations surtout de type « nouvelles recettes ») et la filière bois (adaptation de techniques au contexte local).</p> <p>Des seuils d'accès aux capitaux trop élevés : 20 000 € pour JEREMIE, 500 000 € en général pour les autres fonds institutionnels</p>		<p>Développer des dispositifs destinés aux entreprises matures dans la panoplie des outils de la Banque Publique d'Investissement (BPI).</p> <p>Abaissier le seuil d'accès des TPE aux fonds d'investissement publics comme pratiqué lorsque ces fonds sont co-financés par JEREMIE (20 000 euros).</p>	NAT/ REG	IAA/ Bois
Des fonds de retournement qui ne sont qu'à destination des grandes entreprises.	Créer des fonds de retournement accessibles aux TPE en difficulté conjoncturelle.	<p>Plusieurs options complémentaires possibles :</p> <p>1/ participation publique (fonds européens type JEREMIE) aux fonds privés de ce type créés à l'initiative des entreprises.</p> <p>2/ Garantie de la BPI des sommes investies dans des TPE par des fonds privés créés à l'initiative des entreprises ou le secteur bancaire avec un seuil de garantie abaissé à 100 000 euros et non 500 000 euros comme actuellement.</p> <p>3/création au sein de la BPI d'un fonds</p>	NAT	IAA/ Bois

		de retournement accessible aux TPE/PME		
SAS à capital variable : Responsabilité des investisseurs engagée trop longtemps après leur sortie au capital de l'entreprise, freinant l'investissement dans ce type de structure. Cette forme juridique permet au chef d'entreprise de préserver la gouvernance.	Diminuer le délai de responsabilité des actionnaires après la sortie du capital des SAS à capital variable et ainsi rendre plus attractive cette structure juridique pour les investisseurs.	Modification de l'article L231-6 du code du commerce (loi de 1867) relatif à la responsabilité des actionnaires après la sortie du capital des SAS à capital variable pour rendre incitative cette structure juridique qui protège la gouvernance des entreprises familiales en diminuant le délai de responsabilité.	NAT	IAA/ Bois
GARANTIES :				
Les planchers des sommes pouvant être garanties par OSEO sont généralement trop élevés.	Proposer un abaissement des planchers d'OSEO	Fixer un plancher d'intervention en garantie d'OSEO à 100 000 euros pour les TPE.	NAT	IAA/ Bois
FINANCEMENT DES PROJETS :				
<p>Nombre trop important de dispositifs</p> <p>Des modalités de mise en œuvre des dispositifs (par exemple appel à projet) souvent peu adaptées aux TPE/PME et calibrées pour les ETI.</p> <p>Grande complexité de montage des dossiers de demandes d'aides pour les TPE sans structure administrative étoffée.</p>	<p>Reformater les outils existants à la réalité des TPE/PME.</p> <p>Instaurer un véritable réseau des financeurs permettant par une meilleure coordination de mieux orienter ou accompagner un projet.</p>	<p>Avoir un processus de décisions régionalisé et adapté aux problématiques de chaque secteur.</p> <p>Regrouper les dotations des dispositifs similaires (Europe, État/FAM/FISIAA, collectivités locales), pour une capacité d'intervention plus dynamique.</p> <p>Segmenter les modalités d'aide en fonction de la taille de l'entreprise, de la nature et du montant de l'aide.</p> <p>Pour les TTPE avec systèmes productifs simples, privilégier l'approche : adéquation du projet à une stratégie de filière plutôt que :</p>	NAT/ REG	IAA/ BOIS

Des interprétations différentes des dispositifs selon les régions : Ex : OSEO/aides à l'innovation.		<p>intégration du projet dans une stratégie d'entreprise qu'elle aura beaucoup de mal à élaborer.</p> <p>Possibilité d'avances remboursables et ou de prêts à taux zéro pour financer le stock (filière bois)</p> <p>Harmoniser le traitement des dossiers par OSEO dans les différentes régions.</p>		
Tendance d'OSEO à privilégier les prêts à taux zéro ou les avances remboursables plutôt que les subventions.	Proposer des bonifications pour les résultats positifs des entreprises (création d'emplois, augmentation du CA, création de VA...) dans le cadre d'une utilisation de prêts à taux zéro ou avances remboursables.	Proposer des primes ou crédits d'impôt à remonter au capital avec blocage des réserves pendant 5 ans.	NAT	IAA et bois
<p>Le crédit d'impôt recherche et développement soutient et encourage les TPE/PME dans leurs efforts d'innovation, cependant :</p> <ul style="list-style-type: none"> •les conditions sont moins avantageuses que les appels à projet qui ciblent des opérations de grande ampleur. •Les investissements qui sont éligibles sont trop restrictifs concernant l'innovation dans les IAA et filière BOIS (innovation incrémentale) 		<p>Mener plus d'actions de promotion du crédit d'impôts auprès des chefs d'entreprises notamment via les pôles de compétitivité.</p> <p>Donner des bonifications aux entreprises qui remontent au capital ou bloquent dans leurs réserves pendant 5 ans, les crédit d'impôt obtenus.</p> <p>Réfléchir à un élargissement des dépenses éligibles au crédit impôts recherche notamment pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> •Le prototypage (tous les essais que nous faisons pour développer un produit pour nos clients). •Les dépenses de conception de collection, exemple : chocolatiers à Noël /pâques (la mode a obtenu l'intégration 	NAT / REG	IAA et bois

		de ces dépenses en CIR).		
<p>ACTIONS COLLECTIVES :</p> <p>→ Faiblesse des taux d'intervention publique possible :</p> <p>La contestation par la commission européenne de l'utilisation du régime d'aide d'Etat : NN 120/90 E 1/90 comme cadre d'intervention pour des financements d'actions collectives en faveur de l'industrie à des taux supérieurs à 50 %, conduit à une grande complexité et à une incertitude juridique lors de la mise en œuvre de ces actions par les organisations de type ARIA.</p> <p>La majorité des cadres réglementaires existants : X66/2008 - Aides aux services de conseil en faveur des PME, NN 120/90 E 1/90 – actions collectives, PDRH-mesure123A – investissements immatériels, autorisent des taux inférieurs ou égaux à 50 %</p> <p>Peu de régimes d'intervention permettent un financement à des taux supérieurs à 50 % : X64/2008 - Formation ou X60/2008 – Recherche/Innovation mais avec un cadre d'intervention complexe et assez étroit.</p> <p>Enfin le recours au régime « de minimis » sur le compte des entreprises bénéficiaires n'est pas validé juridiquement et est très lourd à mettre en œuvre lorsque le nombre de bénéficiaires de l'action est très important voire impossible lorsque c'est le secteur en entier qui est bénéficiaire.</p> <p>Le recours au « de minimis » des ARIA (associations) est lui impossible compte-tenu des</p>	<p>Prévoir un nouveau cadre réglementaire et des mesures d'intervention financière de l'Europe dans les nouveaux programmes 2014 – 2019 pour les actions collectives des PME/TPE du secteur de l'agroalimentaire.</p>	<p>1) Bien délimiter les interventions des différents Fonds :</p> <ul style="list-style-type: none"> •FEDER / innovation : conservation de la situation actuelle, •FSE / Formation : conservation de la situation actuelle, •FEADER : Nouvelle mesure à proposer pour les actions collectives générales non liées à une innovation. <p>2) Proposer à la commission un régime notifié spécifique aux actions collectives des PME du secteur de l'agroalimentaire ou du Bois laissant la possibilité d'un financement jusqu'à 80 %, si l'action bénéficie à l'ensemble du secteur. Le lien fort des PMIAA avec la production primaire agricole et leur impact important sur le développement économique durable des territoires ruraux pourraient être des arguments permettant d'obtenir une dérogation pour ce secteur primordial pour le développement économique de l'union européenne.</p> <p>2 bis) Ou autre possibilité : appel à candidature pour assistance technique aux PME qui serait considérée comme un service d'intérêt économique général du fait d'une difficulté pour ces PME d'y accéder aux prix du marché (cherté des bureaux de conseil) et utilisation du</p>	NAT	IAA et bois

<p>montants d'aide publique qu'elles reçoivent qui dépassent largement les 200 000 € par an.</p> <p>La faible capacité financière des TPIAA ainsi que la faible capacité d'autofinancement de LRIA, qui conduit plus de 800 000 € d'actions collectives par an, a conduit en 2012 à des découpages complexes et hasardeux des actions collectives menées, pour obtenir des taux d'aides qui permettent à LRIA d'assurer sa part d'autofinancement.</p> <p>→Diminution des dotations des dispositifs régionaux et nationaux d'appui aux actions collectives</p> <p>La diminution des possibilités d'intervention financière nationales : Etat, Régions, Départements, conduisent à la nécessité de mobiliser des fonds européens.</p> <p>Si cette mobilisation est possible pour des actions liées à la formation avec le FSE, pour des actions innovantes avec le FEDER ou pour la diffusion d'information technique avec le FEADER/PDRH/mesure111 B, celle-ci n'est aujourd'hui pas possible pour la grande majorité des actions collectives menées par les ARIA.</p> <p>→Manque de liaison entre les actions collectives et les investissements qui peuvent en découler, dans les entreprises qui y participent.</p>	<p>Faciliter les démarches d'obtention des aides à l'investissement, notamment immatériels qui débouchent d'un besoin identifié en action collective.</p>	<p>nouveau régime de minimis SIEG n° 360/2012 du 25 avril 2012.</p> <p>3) Prévoir une mesure actions collectives dans le futur FEADER :</p> <ul style="list-style-type: none"> -soit dans le cadre de l'article 36/Coopération, de la proposition de règlement relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) 2014-2019, -soit à défaut au titre de son article 16 / Services de conseil, services d'aide à la gestion agricole et services de remplacement sur l'exploitation, point 6. (Les conseils aux PME peuvent porter sur des points liés à la performance économique et environnementale de l'entreprise), -ou au titre de son article 18 / Investissements physiques. <p>Prévoir un dispositif simplifié d'aide aux investissements immatériels pour les compléments de diagnostics ou de petits investissements matériels découlant d'un besoin exprimé suite à la participation à une action collective.</p>	
--	---	--	--

Difficultés à trouver du foncier pour installer ou relocaliser une entreprise (disponibilité, prix excessif...)	Modifier les critères d'éligibilité aux aides.	•Rendre le matériel d'occasion éligible, sous certaines conditions (matériels récents, non subventionné au moment de l'acquisition initiale...)	NAT/ REG	Bois
Lourdeur de l'investissement à réaliser au regard du chiffre d'affaires généré.	<p>Trouver un régime notifié pour les investissement hors zones AFR.</p> <p>Conseiller les communes en matière d'aide à l'immobilier d'entreprise.</p>	<p>•Faire évoluer le zonage AFR pour permettre aux entreprises notamment de la Lozère de bénéficier de taux de subvention plus avantageux.</p> <p>•Mis en place par les collectivités (certaines le font) de baux à construction avec session à l'entreprise en fin de contrat (opération qui revient à un crédit-bail)</p>		